



CDEN du 15/09/2008

Déclaration de la FSU 78

Il est significatif que le compte rendu du CDEN précédent ne fasse aucune allusion au fait que tous les représentants des enseignants et des représentants de parents aient refusé de siéger à date prévue du 28 mars et que ce CDEN, reconvoqué le 2 avril, se soit tenu sans la présence de nombre de ces représentants, dont ceux de la FSU. Les autorités de l'Etat n'ont pas voulu entendre les manifestants, pas plus que les nombreux pétitionnaires, dont beaucoup d'élus du département, qui demandaient que les moyens accordés à l'éducation soit conformes aux attentes et aux besoins.

Le mois de Juillet a été, comme il fallait s'y attendre, le moment choisi par le gouvernement pour porter des coups bas en direction des salariés.

La loi de modernisation de l'économie, la réforme du temps de travail, le texte sur les droits et devoirs des demandeurs d'emploi, le service minimum d'accueil ont été l'occasion de passer en force et de montrer le peu de crédit accordé au dialogue social.

Dans notre secteur, la rentrée scolaire est marquée par les conséquences désastreuses de la suppression de 11 000 postes :

- ❖ 19 postes de remplacement et 18 postes vacants d'enseignants spécialisés dans le 1^o degré ont été supprimés, avec pour conséquence des difficultés prévisibles à assurer les remplacements.
- ❖ 300 postes ont été supprimés dans les collèges et les lycées, ce qui se traduit par un alourdissement des effectifs, banalisant le seuil de 30 élèves par classe en collège et de 35 en lycée et par une dégradation des conditions d'affectation des personnels. La transformation d'un important nombre de postes en heures supplémentaires s'est heurtée à une résistance des collègues, et s'est traduit par des créations tardives de petits blocs de moyens provisoires, difficiles à pourvoir, alors que si l'administration ne s'était pas obstinée dans son intention de faire avaler un nombre irréaliste d'heures supplémentaires, des suppressions de postes auraient pu être évitées en juin. L'essentiel des ajustements de rentrée semble dicté par les effets de l'assouplissement de la carte scolaire. Les mouvements d'élèves, parfois significatifs, confirment nos craintes : contrairement aux objectifs affichés, cet assouplissement accroît les inégalités sociales et territoriales, elle renforce la ghettoïsation de certains établissements. Nous constatons que, contrairement aux engagements pris, des moyens ont été retirés dans certains établissements qui perdent des élèves, y compris en ZEP. Nous dénonçons les jugements négatifs et culpabilisants portés par l'Administration à l'encontre des équipes pédagogiques là où les effectifs baissent. Dans de nombreux établissements, les élèves supplémentaires ont été accueillis à moyens constants, au détriment du taux H/E et du potentiel éducatif, l'assouplissement de la carte scolaire ayant servi de variable d'ajustement pour rentabiliser au maximum les structures « classe ». Nous insistons sur la nécessité d'avoir un bilan précis des effets de l'assouplissement de la carte scolaire.
- ❖ 15 postes administratifs ont été supprimés à la rentrée 2008 dont 7 en établissements (y compris ZEP et EREA/ERPD) et 8 postes de TZR. A l'heure où les établissements et services sont de plus en plus sollicités par les différents partenaires et voient leur charge de travail augmenter, ces suppressions de postes et notamment des postes de remplacement laissent prévoir de lourdes difficultés pour offrir aux élèves et à leurs familles, un service de qualité.

Au-delà de la seule question des moyens, nous dénonçons une conception du système scolaire inquiétante :

- ❖ la baisse des horaires qui réduit les enseignements à un minimum appauvri, laminant les options dans le second degré, réduisant le nombre de jours de classes dans le premier degré au niveau le plus bas des pays européens
- ❖ Une conception des programmes rétrograde et refusée par les enseignants, qui privilégie la répétition et l'apprentissage sans sens au détriment de la réflexion, en demandant aux élèves d'annoncer quelques préceptes de morale et de comportement social dont le Chef de l'Etat se charge d'en

illustrer toute la vacuité quand il s'agit de lui-même ou de ses amis.

Le Ministre rejette hors de l'école le traitement de l'échec, alors que cela devrait être au cœur du travail à l'intérieur de la classe, multipliant les actions de soutien pendant les vacances, à un point tel que l'on peut se demander si les élèves ne vont pas être bientôt incités à travailler plus pendant leurs vacances que pendant le temps scolaire lui-même. Et pourtant, le bilan négatif des « stages d'été » dans les 8 lycées expérimentaux montre bien que cela ne répond ni aux besoins des élèves, ni aux attentes des enseignants.

Il fixe l'objectif irréaliste de tous les élèves bilingues au sortir de la scolarité, faisant croire que des cours de rattrapage encore une fois hors temps scolaire vont palier à l'absence de professionnels qualifiés dans le 1^o degré et à l'abaissement continu des horaires dans le 2nd degré. Malheureusement l'exemple de l'habilitation systématique de tous les PE2 en langue, quel que soit leur niveau au concours, parachève l'image d'une institution à bout de souffle et la volonté systématique de faire du chiffre au détriment de la réalité de terrain.

En matière de salaire, ce que demande la profession, ce ne sont pas des heures supplémentaires et un accroissement de la charge de travail, c'est un rattrapage du pouvoir d'achat et un salaire décent dès le début de carrière.

Les projets ministériels accroissent notre colère et notre inquiétude : 13 500 postes devraient être supprimés au budget 2009, essentiellement dans le premier degré, alors que les effectifs d'élèves augmentent à ce niveau. Nous avons de grandes craintes concernant le devenir de l'école maternelle, de l'adaptation et l'intégration scolaire, la réforme des lycées. Le Ministre tente de détourner l'attention en agitant des hochets comme le retour aux médailles et autres bons points, comme si cela pouvait tenir lieu de politique. Pourtant, l'idéologie est là, puissante ; elle stigmatise les « réformateurs » qui auraient transformé l'école en fabrique de cancre, elle oppose les pédagogues et les républicains et enferme le formidable défi de l'adaptation de l'école au XXI^{ème} siècle dans une opposition artificielle et stérile. Elle pose comme préalable qu'il y a trop d'enseignants, d'administratifs, de personnels de santé et sociaux, de psychologues scolaires, etc., que tout cela coûte trop cher pour des résultats qu'elle qualifie de médiocre parce qu'ils sont malheureusement trop souvent à l'image de notre société. Au lieu de mobiliser la profession, elle dénigre, décourage, obligeant nos collègues à choisir entre la soumission au prima de la bêtise cathodique, la résignation face aux difficultés rencontrées ou la révolte contre la casse qui s'annonce.

Nous sommes décidés à ne pas laisser faire. Nous avons déjà réagi le 11 septembre en distribuant des tracts dans différentes gares du département. L'accueil que nous y avons reçu montre que nos inquiétudes sont partagées. Ensemble, nous serons nombreux, le 19 octobre, dans la rue, pour dénoncer cette idéologie, les mensonges du gouvernement et pour porter cette ambition républicaine pour l'école.